

Lyon Journal

J. David Markham

The time before and after Napoleon's abdication in 1814 was a time of quickly developing events and countless proclamations and other documents issued by the allies and the provisional government. Newspapers and other news outlets that were once loyal to Napoleon understood that times had changed and their coverage reflected the new reality. These two issues of the Lyon Journal make it clear, as can be seen in the opening notice's referral to 'these marvelous events.' That said, journals such as this were indispensable in letting the people outside of Paris know what was going on in their capital. In addition to news, they also presented proclamations, letters and other communication. While they could hardly claim to be unbiased (as a matter of self preservation), they were nevertheless indispensable sources of news.



The engraving from my collection is a German depiction of Napoleon's 1814 abdication.

These articles were translated by Dr. Bill Chew III.

JOURNAL DE LYON, OU BULLETIN ADMINISTRATIF,

Politique, Littéraire, Commercial et Judiciaire du Département du Rhône,
publié sous les auspices des Autorités supérieures.

On s'abonne chez LIONS, Libraire, rue Saint-Dominique, n.º 5. Prix de l'abonnement, pour six mois, 15 fr. ; pour trois mois, 8 fr. : prix de chaque feuille, distribuée au bureau, 20 centimes.

A V I S.

L'apparition de ce Journal avait été d'abord fixée aux premiers jours du mois d'avril. Si aucun obstacle ne l'eût retardée, il aurait eu l'avantage de recueillir, à mesure qu'ils se développaient, ces événemens merveilleux qui depuis quelques jours se pressent autour de nous, et qui feront des temps où nous vivons l'époque la plus mémorable de l'histoire.

Des causes inattendues en ont disposé autrement, et ce retard, sans affaiblir l'intérêt que font naître de si grands événemens, sans nous dispenser même d'en rattacher le tableau à celui des développemens qu'ils vont recevoir, ne nous permet plus que d'y jeter un regard rapide, mais toutefois indispensable, pour faire de notre journal une espèce de monument historique et complet de la grande révolution dont nous sommes témoins.

Pour arriver le plus promptement possible aux nouvelles les plus récentes, et pour dédommager MM. les Abonnés du retard involontaire que nous leur avons fait éprouver, nous rapprocherons et multiplierons les distributions pendant quelques jours, sans augmentation de prix : heureux si ce léger sacrifice peut les convaincre du désir que nous avons de les satisfaire !

Résumé des NOUVELLES DE PARIS depuis le 30 mars.

Le 30 mars, deux corps d'armée qui couvraient Paris, et qui étaient commandés par les maréchaux Marmont et Mortier, furent défaits entre Bondy et Paris. La garde nationale fut maltraitée dans cette occasion.

Dans la nuit du 30 au 31, un armistice de quatre heures amena une capitulation pour régler les conditions de la remise de la ville de Paris. L'armée française dut évacuer le 31 à sept heures du matin, avec son attirail, mais en abandonnant tous les arsenaux, ateliers et magasins militaires de la ville. La reprise des hostilités contre l'armée fut suspendue jusques à neuf heures.

L'armée alliée fit ensuite son entrée dans la ville de Paris, aux cris mille fois répétés : *vivent les Souverains alliés ! vive la paix ! vivent nos libérateurs !*

A mesure que le cortège avançait dans les rues, des milliers de cocardes blanches parurent dans la foule, aux cris de *vivent les Bourbons ! vive le Roi ! vive Louis XVIII !*

La garde nationale conservée sous les armes, occupa les postes conjointement avec les troupes alliées.

Le 1.ºr avril, l'armée des alliés poursuivit, sur la route de Fontainebleau, les débris de l'armée française.

Le 31 mars, S. M. l'Empereur de toutes les Russies avait fait publier la déclaration suivante.

D É C L A R A T I O N.

Les armées des Puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les Souverains alliés accueillent le vœu de la Nation française.

Ils déclarent :

Que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles doivent être plus favorables, lorsque, par un retour vers un Gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance de ce repos.

Les Souverains alliés proclament en conséquence :

Qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun de sa famille ;

Qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes ; ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours le principe que, pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France soit grande et forte ;

Qu'ils reconnaîtront et garantiront la constitution que la Nation française se donnera. Ils invitent par conséquent le Sénat à désigner un Gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la constitution qui conviendra au Peuple français.

Les intentions que je viens d'exprimer me sont communes avec toutes les Puissances alliées.

ALEXANDRE.

Par S. M. I., le Secrétaire d'état,
Comte de NESSELRODE.

Paris, 31 mars 1814, trois heures après midi.

— Le 1.^{er} avril, assemblée extraordinaire du sénat, sous la présidence de S. A. S. le prince vice-grand-électeur. Le sénat arrêta,

1.^o Qu'il serait établi un gouvernement provisoire, chargé de pourvoir aux besoins de l'administration, et de présenter au sénat un projet de constitution ;

2.^o Que ce gouvernement serait composé de cinq membres, savoir :

M. de Talleyrand, prince de Benevent ;

M. le sénateur comte de Beurnonville ;

M. le sénateur comte de Jaucourt ;

M. le duc de Dalberg, conseiller d'état ;

M. de Montsquiou, ancien membre de l'assemblée constituante.

Il fut ensuite arrêté que l'acte de nomination du gouvernement provisoire serait notifié au peuple français, par une adresse des membres de ce gouvernement.

Le sénat fixa enfin plusieurs des bases fondamentales de la constitution qui doit être proposée.

— Le gouvernement provisoire fut installé le 2 avril.

Il nomma huit commissaires chargés des portefeuilles des divers ministères :

Pour la justice, M. Henrion de Penrey ;

Pour les affaires étrangères, M. le comte Emsforêt, et M. le baron Durand, adjoint.

Pour l'intérieur, M. le comte Beugnot, et jusqu'à son arrivée, M. Benoit ;

Pour la guerre, en y réunissant l'administration de la guerre, le général Dupont.

Pour la marine, M. le baron Malouet, et jusqu'à son arrivée, M. Jurien.

Pour les finances, le trésor, les manufactures et commerce, M. le baron Louis.

Pour la police générale, M. Anglès, maître des requêtes.

Pour le secrétariat général du gouvernement provisoire, M. Dupont (de Nemours), membre de l'institut, et M. Roux de Laborie, avocat en la cour impériale, adjoint.

M. de la Valette s'étant absenté, M. de Bourienné, ancien conseiller d'état, est nommé directeur général des postes.

Le gouvernement provisoire a ensuite publié une adresse aux Français et une adresse à l'armée.

Le premier acte d'administration de ce gouvernement a été de rendre à la liberté et à ses états, N. S. P. le Pape, détenu contre tous les principes du droit des gens, contre toute justice et toute pudeur.

— Le 3 avril, le sénat est reçu chez Sa Majesté l'Empereur de Russie. Ce prince magnanime lui accorde la liberté de 200,000 Français prisonniers dans ses vastes états, par le sort des armes.

Le sénat assemble ensuite dans son palais, délibère sur la situation politique de l'état.

Et « considérant que dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution ou du pacte social ;

» Que Napoléon Bonaparte, pendant quelque temps d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné à la nation des sujets de compter pour l'avenir sur des actes de sagesse et de justice ; mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français, notamment en levant des impôts, en établissant des taxes autrement qu'en vertu de la loi, contre la teneur expresse du serment qu'il avait prêté à son avènement au trône, conformément à l'art. 55 de l'acte des constitutions du 28 floréal an 12 ;

» Qu'il a commis cet attentat aux droits du peuple lors même qu'il venait d'ajourner, sans nécessité, le corps-législatif, et de faire supprimer comme criminel un rapport de ce corps auquel il contestait son titre et sa part à la représentation nationale ;

» Qu'il a entrepris une suite de guerres en violation de l'art. 50 de l'acte des constitutions, du 22 frimaire an 8, qui veut que la déclaration de

guerre soit proposée, discutée, décrétée et promulguée comme les lois ;

» Qu'il a inconstitutionnellement rendu plusieurs décrets portant peine de mort, nommément les deux décrets du 5 mars dernier, tendans à faire considérer comme nationale une guerre qui n'avait lieu que dans l'intérêt de son ambition démesurée ;

» Qu'il a violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons d'état ;

» Qu'il a anéanti la responsabilité des ministres, confondu tous les pouvoirs et détruit l'indépendance des corps judiciaires ;

» Considérant que la liberté de la presse établie et consacrée comme l'un des droits de la nation, a été constamment soumise à la censure arbitraire de sa police, et qu'en même temps il s'est toujours servi de la presse pour remplir la France et l'Europe de faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme et d'outrages contre les gouvernemens étrangers ;

» Que des actes et rapports entendus par le sénat ont subi des altérations dans la publication qui en a été faite ;

» Considérant qu'au lieu de régner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français, aux termes de son serment, Napoléon a mis le comble aux malheurs de la patrie, par son refus de traiter à des conditions que l'intérêt national obligeait d'accepter, et qui ne compromettaient pas l'honneur français ;

» Par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lui a confiés en hommes et en argent ;

» Par l'abandon des blessés sans pansements, sans secours, sans subsistances ;

» Par différentes mesures dont les suites étaient la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses.

» Considérant que, par toutes ces causes, le gouvernement impérial établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an 12, a cessé d'exister, et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les états de la grande famille européenne ;

» Le sénat déclare et décrète ce qui suit :

» Art. 1.^{er} Napoléon Bonaparte est déchu du trône, et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli.

» 2. Le peuple français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte.

» 3. Le présent décret sera transmis par un message au gouvernement provisoire de la France, envoyé de suite à tous les départemens et aux armées, et proclamé incessamment dans tous les quartiers de la capitale. »

— Le même jour, le corps législatif extraordinairement convoqué, sur l'invitation du gouvernement provisoire, adhéra à l'acte du sénat.

— Le 5 avril, le gouvernement provisoire remit au sénat un projet de constitution. Le 6, le sénat l'a décrété en ces termes :

Le Sénat-conservateur, délibérant sur le projet de constitution qui lui a été présenté par le Gouvernement provisoire, en exécution de l'acte du Sénat du 1.^{er} de ce mois; après avoir entendu le rapport d'une commission spéciale de sept membres,

Décrète ce qui suit :

Art. 1.^{er} Le gouvernement français est monarchique et héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture.

2. Le peuple Français appelle librement au trône de France LOUIS-STANISLAS-XAVIER DE FRANCE, frère du dernier Roi, et après lui les autres membres de la maison de Bourbon, dans l'ordre ancien.

3. La noblesse ancienne reprend ses titres. La nouvelle conserve les siens héréditairement. La Légion d'honneur est maintenue avec ses prérogatives. Le Roi déterminera la décoration.

4. Le pouvoir exécutif appartient au Roi.

5. Le Roi, le sénat et le corps-législatif concourent à la formation des lois. Les projets de lois peuvent être également proposés dans le sénat et dans le corps-législatif.

Ceux relatifs aux contributions ne peuvent l'être que dans le corps-législatif.

Le Roi peut inviter également les deux corps à s'occuper des objets qu'il juge convenables.

La sanction du Roi est nécessaire pour le complément de la loi.

6. Il y a cent cinquante sénateurs au moins, et deux cents au plus.

Leur dignité est inamovible et héréditaire de mâle en mâle par primogéniture. Ils sont nommés par le Roi.

Les sénateurs actuels, à l'exception de ceux qui renonceraient à la qualité de citoyens Français, sont maintenus et font partie de ce nombre. La dotation actuelle du sénat et des sénatoreries leur appartient. Les revenus en sont partagés égale-

ment entr'eux, et passent à leurs successeurs. Le cas échéant de la mort d'un sénateur sans postérité masculine directe, sa portion retourne au trésor public. Les sénateurs qui seront nommés à l'avenir ne peuvent avoir part à cette dotation.

7. Les princes de la famille royale et les princes du sang sont de droit membres du sénat.

On ne peut exercer les fonctions de sénateur qu'après avoir atteint l'âge de majorité.

8. Le sénat détermine les cas où la discussion des objets qu'il traite doit être publique ou secrète.

9. Chaque département nommera au corps-législatif le même nombre de députés qu'il y envoyait.

Les députés qui siégeaient au corps-législatif lors du dernier ajournement, continueront à y siéger jusqu'à leur remplacement. Tous conserveront leur traitement.

A l'avenir ils seront choisis immédiatement par les collèges électoraux, lesquels sont conservés, sauf les changemens qui pourraient être faits par une loi à leur organisation.

La durée des fonctions des députés au corps-législatif est fixée à cinq années. Les nouvelles élections auront lieu pour la session de 1816.

10. Le corps-législatif s'assemble de droit chaque année le 1.^{er} octobre. Le roi peut le convoquer extraordinairement, il peut l'ajourner, il peut aussi le dissoudre; mais dans ce dernier cas un autre corps-législatif doit être formé, au plus tard dans les trois mois, par les collèges électoraux.

11. Le corps-législatif a le droit de discussion. Les séances sont publiques, sauf le cas où il juge à propos de se former en comité général.

12. Le sénat, le corps-législatif, les collèges électoraux et les assemblées de canton, élisent leur président dans leur sein.

13. Aucun membre du sénat ou du corps-législatif ne peut être arrêté, sans une autorisation préalable du corps auquel il appartient. Le jugement d'un membre du sénat ou du corps-législatif, accusé, appartient exclusivement au sénat.

14. Les ministres peuvent être membres, soit du sénat, soit du corps-législatif.

15. L'égalité de proportion dans l'impôt est de droit. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été librement consenti par le corps-législatif et par le sénat. L'impôt foncier ne peut être établi que pour un an. Le budget de l'année suivante, et les comptes de l'année précédente, sont

présentés chaque année au corps-législatif et au sénat, à l'ouverture de la session du corps-législatif.

16. La loi déterminera le mode et la quotité du recrutement de l'armée.

17. L'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie. Nul ne peut être distrait de ses juges naturels. L'institution des jurés est conservée, ainsi que la publicité des débats en matière criminelle. La peine de la confiscation des biens est abolie. Le Roi a le droit de faire grâce.

18. Les cours et tribunaux ordinaires actuellement existans sont maintenus; leur nombre ne pourra être diminué ou augmenté qu'en vertu d'une loi. Les juges sont à vie et inamovibles, à l'exception des juges de paix et des juges de commerce. Les commissions et les tribunaux extraordinaires sont supprimés, et ne pourront être rétablis.

19. La cour de cassation, les cours d'appel et les tribunaux de première instance proposent au Roi trois candidats pour chaque place de juge vacante dans leur sein. Le Roi choisit l'un des trois. Le Roi nomme les premiers présidens et le ministère public des cours et des tribunaux.

La suite au numéro prochain.

Extrait du Moniteur du 12 avril.

« Les Puissances alliées ayant proclamé que
» l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au
» rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur
» Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il
» renonce, pour lui et ses héritiers, aux trônes
» de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacri-
» fice personnel, même celui de la vie, qu'il ne
» soit prêt à faire à l'intérêt de la France.

» Fait au palais de Fontainebleau, le 11 avril
» 1814.

» Signé, N A P O L É O N. »

— M. de Bondi, préfet de ce département, a adressé le même jour, au gouvernement provisoire, son adhésion aux actes du sénat.

— Le gouvernement provisoire a réglé le cérémonial pour la réception de S. A. R. MONSIEUR frère du roi, qui sera sans doute prochaine.

Cours des effets publics.

5 p.^r 100 consolidés : jouiss. du 22 mars 1814, 63 f. 25 c.
Actions de la banque, jouissance du 1.^{er} janvier, 930 fr.

De l'Imprimerie de J. B. KINDELEM, rue de l'Archevêché.

(Nr. 1) 1814 Saturday 16 April

**Lyon Journal, or Administrative, Political, Literary, Commercial, and
Judicial Journal of the Department Rhône, published under the Auspices
of the Higher Authorities.**

Subscriptions can be made at Lions, Bookseller, rue Saint Dominique, nr. 5. Subscription price, for six months, 15 fr.; for three months, 8 fr.; the price of each issue, distributed at the office, is 20 centimes.

Notice

The publication of this journal had at first been scheduled for the first days of the month of April. If no obstacle had delayed it, it would have had the advantage of compiling, as they unfolded, these marvelous events that, for several days, accumulate around us and will render the time in which we live the most memorable epoch of history.

Unexpected causes changed matters, and this delay, without weakening the interest aroused by such great events, without even dispensing us from attaching their description to those of developments to come, no longer permits us to just cast a quick glance at them, but – and this is completely indispensable – to make of our journal a kind of historical and complete monument of the great revolution of which we are witnesses.

In order to arrive at the most recent news as promptly as possible, and to compensate our Subscribers for the involuntary delay we have subjected them to, we will accelerate and multiply the distributions for several days, without increasing the price: we shall be happy if this small sacrifice will convince our subscribers of our desire to satisfy them!

Summary of the NEWS FROM PARIS since March 30.

On 30 March two army corps covering Paris, commanded by Marshals Marmont and Mortier, were defeated between Bondy and Paris. The national guard was mistreated on this occasion.

During the night of the 30th to the 31st, a four-hour armistice led to a capitulation to arrange the terms of the handing over of Paris. On the 31st at 7 o'clock in the morning, the French army had to evacuate, along with their baggage train, but abandoning all the arsenals, workshops and military store-houses of the city. The resumption of hostilities against the army was suspended until nine o'clock.

Subsequently, the allied army entered into the city of Paris, to the cries of: *long live the allied Sovereigns! long live peace! long live our liberators!* repeated a thousand times.

As the procession advanced through the streets, thousands of white cockades appeared in the crowd, to the cries of *long live the Bourbons! long live the King! long live Louis XVIII!*

The national guard, maintained and under arms, manned the posts jointly with the allied troops.

On April 1st, the allied armies pursued, on the road to Fontainebleau, the remnants of the French army.

On March 31st, H.M. Emperor of all the Russias had the following declaration published.

DECLARATION.

The armies of the allied Powers have occupied the capital of France. The allied Sovereigns welcome the will of the French Nation.

They declare:

That while the peace conditions must include the strongest guarantees with regard to putting in chains the ambitions of Bonaparte, they must be more favorable when, through the return to a wise Government, France herself will offer the assurance of such repose.

The allied Sovereigns consequently proclaim:

That they will no longer treat with Napoleon Bonaparte, nor with any of his family;

That they respect the integrity of the former France, as she existed under her legitimate kings; they can do even more, because they always profess the principle that, for the happiness of Europe, France must be big and strong;

That they will recognize and guarantee the Constitution that the French Nation will give itself. Consequently, they invite the Senate to design a provisional Government that can meet the needs of the administration and prepare a constitution befitting the French People.

The intentions I have just expressed are common to all the allied Powers.

ALEXANDER.

By H. I. M., Secretary of state,

Count Nesselrode

Paris, 31 March, 1814, three o'clock in the afternoon.

– The 1st of April, extraordinary assembly of the senate, presided over by H.S.H. the prince vice-grand-elect. The senate decreed,

1st. That a provisional government be established, charged with meeting the demands of the administration, and to present to the senate a draft constitution;

2nd. That this government be composed of five members, as follows:

M. Talleyrand, prince of Benevent;

M. the senator count of Beurnonville;

M. the senator count of Jaucourt;

M. the duke of Dalberg, counselor of state;

M. De Montesquiou, previous member of the constituent assembly.

It was further decreed that the act appointing the provisional government would be communicated to the French people by an address of the members of that government.

The senate, finally, established several fundamental bases of the constitution that must be proposed.

– The provisional government was installed on 2 April.

It appointed eight commissioners charged with the portfolios of the diverse ministries:

For *justice*, M. Henrion de Penrey;

For *foreign affairs*, M. the count Laforêt, and M. baron Durand, adjunct.

For *war, along with the administration of war*, general Dupont.

For the *navy*, M. the baron Malouet, and until his arrival, M. Jurien.

For *finances, the treasury, manufactories and commerce*, M. the Baron Louis.

For the *general police*, M. Anglès, master of petitions.

For the *general secretariat of the provisional government*, M. Dupont (de Nemours), member of the institute, and M. Roux de Laborie, solicitor at the imperial court, adjunct.

M. de la Valette having absented himself, M. de Bourienne, previous counselor of state, is appointed director general of the post.

The provisional government subsequently published an *address to the French* and an *address to the army*.

The first administrative act of this government was to liberate and to return to his states O.H.F. the Pope, detained against the principle of international law, against all justice and decency.

– On 3 April His Majesty the Emperor of Russia received the senate. This magnanimous prince accorded that body the release of 200,000 French prisoners held in his vast estates, due to the fate of arms.

The senate, subsequently assembled in its palace, deliberated on the political situation of the state.

And, “considering that in a constitutional monarchy, the monarch only exists by virtue of the constitution and the social contract;

“That Napoleon Bonaparte, for a certain time with a firm and prudent government, gave the nation, with acts of wisdom and justice, reasons to believe in the future; but subsequently tore up the pact that unified the French people, notably by levying imposts, and establishing taxes other than by virtue of law, against the express tenor of the oath he had sworn on his accession to the throne, following art. 53 of the act of the constitutions of 28 floréal year 12;

“That he committed this assault on the rights of the people even when he had just, unnecessarily, adjourned the legislative body, and had suppressed as criminal a report of that body, whose title and part in the national representation he contested;

“That he subsequently undertook a series of wars in violation of art. 50 of the act of constitutions, of 22 frimaire year 8, which requires that a declaration of war be proposed,

discussed, decreed and promulgated like any law;

“That he unconstitutionally rendered several decrees concerning capital punishment, specifically the two decrees of 5 March last, tending to have a war considered national, that was only waged in the interest of his unlimited ambition;

“That he violated the constitutional laws with his decrees on state prisons;

“That he wiped out ministerial responsibilities, confounded all the powers, and destroyed the independence of the judiciary;

“Considering that the freedom of the press, established and consecrated as one of the rights of the nation, was constantly submitted to the arbitrary censorship of the police, and that at the same time he always used the press to flood France and Europe with contrived facts, false maxims, doctrines favorable to despotism and outrages against foreign governments;

“That acts and reports heard by the senate were submitted to alterations when they were published;

“Considering that, instead of ruling only with a view towards the interest, happiness and glory of the French people, following the terms of his oath, Napoleon Bonaparte plunged the fatherland into misfortune to the utmost degree, by his refusal to treat under conditions that the national interest obliged him to accept, and that would not compromise French honor;

“Through the abuse he has made of all means given him in men and in money;

“Through various measures which resulted in the ruin of towns, depopulation of the countryside, famine and contagious diseases.

“Considering that, for all these reasons, the imperial government established by the senatus-consultum of 28 floreal year 12 has ceased to exist, and that the manifest wish of all the French calls for an order of things of which the first result must be the re-establishment of the general peace, which must also be the era of a solemn reconciliation among all the states of the great European family;

“The senate declares and decrees as follows:

“Art. 1st Napoleon Bonaparte has forfeited his throne, and the hereditary right established in his family is abolished.

“2. The French people and army are released from their oath of fealty to Napoleon Bonaparte.

“3. The present decree will be sent via message to the provisional government of France, and then sent to all the departments and to the armies and immediately proclaimed in all quarters of the capital;

– On the same day the legislative body, convoked in extraordinary session, gave its support to the act of the senate.

– On 5 April, the provisional government submitted to the senate a draft constitution. On the 6th, the senate decreed this constitution in the following terms:

The conservative Senate, deliberating on the draft constitution presented it by the provisional Government, in execution of the act of the Senate of the 1st of this month; after having heard the report of a special committee of seven members,

Decrees as follows:

Art. 1st. The French government is monarchical and hereditary from male to male by order of primogeniture.

2. The French people, freely, call to the throne of France Louis-Stanislas-Xavier de France, brother of the last King, and after him the other members of the house of Bourbon, following the previous order.

3. The former nobility resumes its titles. The new conserves its titles by heredity. The Legion of Honor is maintained with its prerogatives. The King decides on decoration.

4. The executive power belongs to the King.

5. The King, senate and legislative body contribute to the formation of laws. Bills may be proposed equally in the senate and legislative body.

Bills relative to taxation may only be proposed by the legislative body.

The King may invite both bodies equally, to deal with matters he judges appropriate.

The King's sanction is required as a complement of the law.

6. There will be at least one hundred fifty, at most two hundred senators.

Their office is irremovable and hereditary from male to male by primogeniture. They are appointed by the King.

The current senators, with the exception of those who would renounce their French citizenship, will remain and continue as part of this number. The current pay of the senate and the senatorial land endowments belong to them. The revenues of the latter are shared equally among themselves, and will pass to their successors. In the case of the death of a senator without direct male successor, his portion returns to the public treasury. The senators that will be appointed in the future can have no part of this dotation.

7. The princes of the royal family and the princes of the blood are members by law.

8. The senate will determine, on a case-by-case basis, when the discussion of issues it is dealing with will be public or secret.

9. Each department will appoint, to the legislative body, the same number of deputies it had [previously] sent.

The deputies who served in the legislative body at the time of its last adjournment shall continue to do so until their replacement. All will keep their salary.

In future they will be chosen immediately by the electoral colleges, which will be kept, except if changes are made by any law regarding their organization.

The term of office of deputies to the legislative body is fixed at five years. New elections will be held for the 1816 session.

10. The legislative body convenes every year on the 1st of October, by law. The king can convoke it extraordinarily, adjourn it, as well as dissolve it; however, in this last case a new

legislative body must be formed by the electoral colleges, at the latest within three months.

11. The legislative body has the right of discussion. The sessions are public, except when it considers it appropriate to convene as a general committee.

12. The senate, legislative body, electoral colleges and cantonal assemblies elect their president from amongst their members.

13. No member of the senate or legislative body may be arrested without prior authorization from the body of which he is a member. The judgment of an accused member of the senate or legislative body belongs exclusively to the senate.

14. Ministers may be members of either the senate or legislative body.

15. The equal proportionality of taxation is by right. No tax may be established or levied without the free consent of the legislative body or the senate. The land tax may only be established for one year. The budget of the following year, and the accounts of the previous year, are presented every year to the legislative body and senate, at the opening of the session of the legislative body.

16. The mode and quota of recruitment for the army will be determined by law.

17. The independence of the judiciary is guaranteed. No one can be separated from his natural judges. The institution of the jury is maintained, as also the public nature of debates in criminal matters. The confiscation of property as punishment is abolished. The King has the right to pardon.

18. The courts and ordinary tribunals currently in existence are maintained; their number can be neither diminished nor increased, except by law. Judges are for life and irremovable; with the exception of justices of the peace and of commerce. The commissions and extraordinary tribunals are abolished and cannot be re-established.

19. The court of cassation, the appeals courts, and the tribunals of first instance will propose to the King three candidates for each judicial vacancy in their midst. The King chooses one of the three. The King appoints the first presidents and the public minister of the courts and tribunals.

Continuation in the next issue

Extract from the Moniteur of 12 April.

“The allied Powers having proclaimed that the Emperor Napoleon was the sole obstacle to the re-establishment of peace in Europe, the Emperor Napoleon, true to his oath, declares that he renounces, for himself and his successors, the thrones of France and Italy, and that there is no personal sacrifice, even including that of his life, that he would not be prepared to make in the interest of France.

Done at the palace of Fontainebleau on the 11th of April 1814.”

“*Signed, Napoleon.*”

– M. de Bondi, prefect of this department, on the same day sent his approval of the acts

of the senate to the provisional government.

– The provisional government has decided on the ceremonies to be held shortly, no doubt, for the reception of H.R.H. Monsieur, brother of the king.

Rates of public securities

5 per 100 consolidated: interest-payment of March 22, 1814, 63 fr. 25 c. Bank shares, interest payment of 1 January, 930 fr.

=====

From the printing shop of J.B. Kindelem, rue de l'Archevêché.

JOURNAL DE LYON,
OU BULLETIN ADMINISTRATIF,
 Politique, Littéraire, Commercial et Judiciaire du Département du Rhône,
 publié sous les auspices des Autorités supérieures.

On s'abonne chez LIONS, Libraire, rue Saint-Dominique, n.º 5. Prix de l'abonnement, pour six mois, 15 fr. ; pour trois mois, 8 fr. : prix de chaque feuille, distribuée au bureau, 20 centimes.

A V I S.

L'apparition de ce Journal avait été d'abord fixée aux premiers jours du mois d'avril. Si aucun obstacle ne l'eût retardée, il aurait eu l'avantage de recueillir, à mesure qu'ils se développaient, ces événemens merveilleux qui depuis quelques jours se pressent autour de nous, et qui feront des temps où nous vivons l'époque la plus mémorable de l'histoire.

Des causes inattendues en ont disposé autrement, et ce retard, sans affaiblir l'intérêt que font naître de si grands événemens, sans nous dispenser même d'en rattacher le tableau à celui des développemens qu'ils vont recevoir, ne nous permet plus que d'y jeter un regard rapide, mais toutefois indispensable, pour faire de notre journal une espèce de monument historique et complet de la grande révolution dont nous sommes témoins.

Pour arriver le plus promptement possible aux nouvelles les plus récentes, et pour dédommager MM. les Abonnés du retard involontaire que nous leur avons fait éprouver, nous rapprocherons et multiplierons les distributions pendant quelques jours, sans augmentation de prix : heureux si ce léger sacrifice peut les convaincre du désir que nous avons de les satisfaire !

Suite de la Constitution.

20. Les militaires en activité, les officiers et soldats en retraite, les veuves et les officiers pensionnés conservent leurs grades, leurs honneurs et leurs pensions.

21. La personne du Roi est inviolable et sacrée.

Tous les actes du gouvernement sont signés par un ministre. Les ministres sont responsables de tout ce que ces actes contiendraient d'attentatoire aux lois, à la liberté publique et individuelle, et aux droits des citoyens.

22. La liberté des cultes et des consciences est garantie. Les ministres des cultes sont également traités et protégés.

23. La liberté de la presse est entière, sauf la repression légale des délits qui pourraient résulter de l'abus de cette liberté. Les commissions sénatoriales de la liberté de la presse et de la liberté individuelle sont conservées.

24. La dette publique est garantie.

Les ventes des domaines nationaux sont irrévocablement maintenues.

25. Aucun Français ne peut être recherché pour les opinions ou les votes qu'il a pu émettre.

26. Toute personne a le droit d'adresser des pétitions individuelles à toute autorité constituée.

27. Tous les Français sont également admissibles à tous les emplois civils et militaires.

28. Toutes les lois actuellement existantes restent en vigueur, jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé. Le Code des lois civiles sera intitulé : *Code civil des Français.*

29. La présente constitution sera soumise à l'acceptation du peuple français dans la forme qui sera réglée. LOUIS-STANISLAS-XAVIER sera proclamé *Roi des Français* aussitôt qu'il aura juré et signé par un acte portant : *j'accepte la constitution ; je jure de l'observer et de la faire observer.* Ce serment sera réitéré dans la solennité où il recevra le serment de fidélité des Français.

Suivent les signatures.



Suite du résumé des Nouvelles de Paris.

C'est le 4 de ce mois que les maréchaux et autres généraux de l'armée ont eu connaissance par les papiers publics, des actes du sénat et du gouvernement provisoire. Ils en conféraient entre eux, lorsque Bonaparte vint passer la revue des troupes qu'il affectait encore de regarder comme les siennes. M. le maréchal Ney osa prononcer à haute voix le mot d'abdication. *Il n'y a que l'abdication qui puisse vous tirer de là.*

Bonaparte feignit de ne pas entendre, et la revue se passa fort tranquillement. Mais à peine fut-elle terminée, que le maréchal Ney, d'après la résolution qui avait été prise en commun, monta au château sur les pas de Napoléon, le suivit jusque dans son cabinet, et lui demanda s'il était instruit de la grande révolution qui venait de s'opérer à Paris. Bonaparte feignit encore d'ignorer cet événement. Alors le maréchal Ney lui remit les journaux. Il les lut, et s'adressant au maréchal, il lui dit : eh bien, qu'en pensez-vous ? — Sire, il faut abdiquer, c'est le vœu de la France. — Est-ce l'avis des généraux ? — Oui, Sire. — Est-ce l'avis de l'armée ? — Oui, Sire.

Au même moment arriva le maréchal Lefebvre qui, d'un ton très-animé, dit au ci-devant empereur : « vous êtes perdu ! vous n'avez voulu » écouter aucun de vos serviteurs, le sénat a prononcé votre déchéance. » A ces mots, Bonaparte se troubla, et répandit un torrent de larmes. Après quelque temps, il écrivit un acte d'abdication en faveur de son fils, comme s'il pouvait léguer ce qu'il ne possédait plus.

Le 5, vers les onze heures du matin, plusieurs généraux allèrent prier le duc de Bassano, qui était presque toujours seul avec l'empereur, de l'engager à ne point paraître à la parade : il voulut absolument y venir. Il avait la figure pâle et entièrement décomposée. Il n'y resta que huit ou dix minutes. A onze heures et demie il arrêta un plan, et le fit rédiger et countersigner par le duc de Bassano. Ce plan consistait à partir avec vingt mille hommes pour aller rejoindre le prince Eugène en Italie.

Il fit venir le duc de Reggio et lui demanda si les troupes le suivraient. — Non, Sire ; vous avez abdiqué. — Mais j'ai abdiqué à certaines conditions. — Les soldats, reprit le duc, ne connaissent pas ces nuances ; ils croient que vous ne pouvez plus les commander. Tout est donc dit

(2)

de ce côté, dit Bonaparte : attendons les nouvelles de Paris.

Les maréchaux qu'il avait envoyés à Paris arrivèrent entre minuit et une heure. Le maréchal Ney entre le premier. Avez-vous réussi, dit l'empereur ? — En partie, Sire, mais non pas pour la régence. Les révolutions ne retrogradent jamais. Celle-ci a pris son cours, il est trop tard ; le Sénat reconnaîtra demain les Bourbons. Où pourrai-je vivre avec ma famille ? — Où voudra Votre Majesté ; par exemple, à l'île d'Elbe, avec six millions de revenus. — Six millions ! il faut me résigner, et il se tut.

(*Extrait du Journal des Débats, du 9 avril.*)

— Il paraît certain que l'ordre avait été donné, le 20 mars, de faire sauter le magasin de Grenelle. Ce magasin contenait 240 milliers de poudre en grains, 5 millions de cartouches d'infanterie, 25,000 gargousses à boulet, 5000 obus chargés, et une grande quantité d'artifices. L'explosion aurait anéanti la plus grande partie de la capitale. M. le major d'artillerie Maillard de Lescourt avait reçu cet ordre, et il ne l'exécuta pas.

— Rien n'est plus intéressant et plus touchant que ce qui s'est passé le 5 avril au soir, à l'audience que S. M. l'empereur de Russie a donnée au Sénat.

Après avoir reçu les hommages de ce corps : « Un homme qui se disait mon allié, a dit l'empereur Alexandre, est arrivé dans mes états en injuste agresseur ; c'est à lui que j'ai fait la guerre, et non à la France. Je suis l'ami du peuple français ; ce que vous venez de faire redouble encore ce sentiment : il est juste, il est sage de donner à la France des institutions fortes et libérales qui soient en rapport avec les lumières actuelles. Mes alliés et moi nous ne venons que pour protéger la liberté de vos décisions. »

L'Empereur s'est arrêté un moment, et S. M. a repris avec la plus touchante émotion :

« Pour preuve de cette alliance durable que je veux contracter avec votre nation, je lui rends tous les prisonniers français qui sont en Russie ; le gouvernement français me l'avait déjà demandé, je l'accorde au Sénat d'après les résolutions qu'il a prises aujourd'hui. »

Le Sénat est sorti pénétré des sentiments de la plus vive reconnaissance et de la plus grande admiration.

— Le gouvernement provisoire a arrêté que les prisonniers russes, qui sont en France, seront remis sur-le-champ à S. Exc. M. le général en chef des armées russes, en reconnaissance de la générosité de S. M. l'empereur de Russie, qui a ordonné la restitution des prisonniers de guerre français qui se trouvent dans ses états.

(Extrait du journal des débats.)

— Des Souverains élevés sur le trône, au lieu de trouver du plaisir, comme Bonaparte, à Vienne, à Berlin, à Moscow, à loger dans les maisons royales, demandent des maisons particulières.

L'empereur de Russie loge chez le prince de Bénévent;

Le roi de Prusse, chez M. de Beauharnais;

L'empereur d'Autriche, dans un hôtel contigu à l'Élysée Bourbon;

Le prince de Schwarzenberg, chez le général Sébastiani.

— On assure que le cardinal Maury a quitté l'archevêché de Paris, et qu'il se rend dans son diocèse de Montefiascone, qui depuis sept ans souffre de son absence.

— Le gouvernement provisoire a pris un arrêté pour faire rentrer au trésor les fonds qui lui ont été soustraits et conduits sur divers points du royaume, d'après les ordres du souverain dont la déchéance a été solennellement prononcée le 5 avril 1814.

— C'est le 12 avril que la capitale a joui pour la première fois, après 24 ans, de la présence d'un prince de la maison royale de France, de Monsieur, comte d'Artois, frère du roi, lieutenant-général du royaume. Nous donnerons les détails de cette journée mémorable.

— Le gouvernement provisoire a réuni aux préfectures et sous-préfectures, les fonctions des directeurs généraux, directeurs particuliers, commissaires-généraux et spéciaux de police.

Lyon, 17 avril.

Un nouvel horizon se découvre enfin à nos regards, et prépare à la France, accablée de gloire militaire et de calamités, l'oubli des maux qui la déchirèrent depuis vingt ans.

Aucune ville n'aura ressenti mieux que Lyon le bienfait de cette résurrection politique, qui fut toujours le vœu secret de tous les vrais Français, et pour laquelle notre Cité prodigua, en 1793, ses richesses et le plus pur de son sang.

Soumise aux événemens comme tous les Français, cette ville, il faut le reconnaître, n'a pas trouvé dans quelques actes du gouvernement impérial, des sujets particuliers de reconnaissance; mais son antique attachement au sang de ses maîtres n'en avait pas été altéré, et des sentimens durables d'affection pour les Rois légitimes ne cessèrent jamais d'accompagner ses souvenirs.

L'entrée triomphante des Alliés en France; les paroles de paix et de bienveillance qui les précédaient; l'espoir raisonnable que, pour mettre un terme aux entreprises d'une ambition trop connue, ils relèveraient le trône plus pacifique des Bourbons; l'impatience enfin de se reposer de tant d'agitations et de malheurs, sous l'autorité paternelle du souverain légitime, tout servit à réveiller les sentimens d'une Cité qui dans tous les temps se fit remarquer par son amour pour ses Rois, et qui ne pouvait plus le dissimuler.

Mais à l'instant même où l'aurore du bonheur et de la paix commençait à éclairer notre horizon, des agitateurs salariés se mêlèrent dans les rangs des citoyens; ils cherchèrent à secouer les torches de la discorde, à exciter des troubles, à semer des défiances: le public entendit parler alors d'un projet vrai ou faux d'arrêter les magistrats de la Cité; on dit même qu'un incendie général devait faire de Lyon une nouvelle Moscow, comme, dans la suite, l'explosion de la poudrière de Grenelle devait réduire la capitale en cendres.

Grâce à l'infatigable vigilance de M. le Maire, de M. l'Adjoint chargé de la police, et de leurs dignes collègues; grâce au zèle infatigable de la Garde nationale et de ses respectables chefs; grâce enfin à ce bon esprit, à cet amour de l'ordre qui distingua toujours notre Cité, aucun attentat n'a pu être même essayé, aucun désordre n'a un seul instant troublé la tranquillité publique, et nos magistrats ont été proclamés nos sauveurs.

Enfin, les sentimens des bons citoyens éclatèrent.

Pendant que le sénat prononçait la déchéance de Napoléon Bonaparte, et qu'il proposait, de concert avec le gouvernement provisoire, le rappel de la maison de Bourbon à la couronne de France, mais avant qu'aucuns de ces grands événemens fussent connus à Lyon qui était alors sans communications au-dehors, cette ville, sans attendre d'autre signal que celui de son attachement au trône des Bourbons, déclarait et proclamait aussi la déchéance de Bonaparte, la reconnaissance du souverain légitime, et arborait avec transport ce dra-

peau blanc, auquel nos pères furent toujours fidèles, dans les revers comme dans les victoires.

Le récit de ce qui s'est passé à Lyon dans ces circonstances est trop honorable à notre Cité, pour que nous ne nous fassions pas un devoir d'en consigner les détails dans nos feuilles.

Le 8 avril, M. le Maire, MM. les Adjointes, et le Conseil municipal, furent convoqués par M. le Maire, pour délibérer sur la situation présente de la France, et pour exprimer les nobles et patriotiques sentimens que manifestait hautement, dans cette circonstance, le peuple de la seconde ville du royaume, d'une ville célèbre dans l'histoire par son attachement pour ses souverains légitimes.

Le Conseil, après une longue et sage discussion, s'est convaincu que les calamités qui pèsent sur la France et l'Europe, ont leur source dans les levées inouïes d'hommes qui dévorent les générations à mesure qu'elles se succèdent, et qui ont fourni à Napoléon Bonaparte des moyens sans cesse renaissans de faire une guerre sans fin; dans ces impôts inconstitutionnels et arbitraires, qui ruinent les villes et les campagnes, et qui n'ont servi qu'à augmenter encore entre ses mains les moyens de faire la guerre; et, en un mot, dans une foule d'abus nés de la violation journalière des constitutions.

Il s'est aussi convaincu que les sacrifices sans exemple que s'était imposés la Nation, dans la seule vue de parvenir à une paix honorable, et les témoignages d'intérêts qu'elle lui avait prodigués pour soutenir la dignité et les droits de l'état dans les discussions que pouvait exiger la pacification, n'ont été employés par Napoléon Bonaparte qu'à augmenter les ravages de la guerre, à manifester des prétentions désordonnées, et qu'enfin à Prague, à Francfort, à Châtillon-sur-Seine, il a opiniâtrément refusé la paix qui lui était offerte, et qui ne blessait pas l'honneur national.

Le Conseil sur-tout n'a pu s'arrêter sans douleur au tableau des outrages qui ont été faits à la liberté de tous les cultes, par les actes d'oppression sous lesquels gémissent, depuis si long-temps, le Souverain Pontife de l'Eglise catholique et plusieurs ministres de cette religion.

Il a enfin reconnu,

Que tous les liens qui avaient pu se former entre Napoléon Bonaparte et ses peuples, ont été rompus par lui-même;

Que le bonheur, le repos et la paix du mon-

ne peuvent se concilier avec la conservation de Napoléon Bonaparte sur le trône;

Que les circonstances extraordinaires qui l'y ont porté, et l'occupation passagère qu'il en a faite, n'ont pu altérer les droits imprescriptibles et sacrés de la maison de Bourbon à la couronne de France,

Et que le retour du légitime héritier de cette auguste Maison au trône de ses ancêtres, peut seul rétablir l'indépendance et l'union entre les Souverains et les Peuples de l'Europe, réconcilier la France avec les autres nations, et combler les vœux des Français:

Par ces motifs, et par les autres considérations que le Conseil municipal a consignées dans sa délibération,

Il a déclaré qu'il considère Napoléon Bonaparte et sa famille, naturelle ou adoptive, comme déchus de tout droit ou prétention au trône de France;

Et que Louis XVIII est reconnu roi de France.

En conséquence, il a arrêté que cette déclaration sera proclamée dès demain avec la solennité convenable; que les armes et les couleurs des Bourbons seront arborées dans tous les lieux publics, et que cette résolution sera communiquée de suite à S. A. R. Monseigneur le Comte d'Artois, lieutenant-général du royaume.

Cette délibération a été accompagnée des cris mille fois répétés, *vive le Roi ! vive Louis XVIII.*

La proclamation arrêtée par le Conseil municipal, est ainsi conçue :

H A B I T A N S D E L Y O N .

« Vous avez été constamment l'objet de la sollicitude paternelle de vos Magistrats. Qu'il est satisfaisant pour eux d'être aujourd'hui les organes de leurs Concitoyens dans les circonstances importantes qui fixent l'attention de l'Europe !

» Tous les Français peuvent donc enfin donner un libre essor à leurs sentimens trop long-temps comprimés au fond de leurs cœurs. L'élan national qui s'est manifesté dans la Capitale, dans plusieurs grandes Villes, et sur-tout parmi vous, ne nous permet plus de suspendre l'expression publique des vœux que nous n'avons cessé de former avec vous, dans le silence.

» Habitans de Lyon, vous vous êtes toujours distingués par votre attachement pour vos légi-

» times souverains. Avec quel enthousiasme ne
 » verrez-vous pas remonter sur le Trône de Saint
 » Louis, de Louis XII, de Henri IV, le frère
 » du Monarque vertueux, dont les malheurs nous
 » ont coûté tant de larmes !

» Le roi a solennellement promis de conserver
 » les grands corps de l'état, et toutes les institu-
 » tions civiles et judiciaires; de maintenir les
 » ventes de biens nationaux; d'assurer l'entière
 » liberté des cultes; de délivrer la religion de nos
 » pères, de l'oppression sous laquelle elle a gémi
 » trop long-temps; d'abolir cette conscription si
 » odieuse aux Français, si funeste au monde; d'a-
 » néantir ces impôts vexatoires si opposés à nos
 » mœurs, si fertiles en abus; de maintenir dans
 » leurs places ceux qui les occupent; de conserver
 » spécialement leurs grades et leurs traitemens
 » aux généraux, officiers et soldats, qui après
 » avoir soutenu par leurs exploits l'honneur du
 » nom Français, assureront le bonheur de la
 » Patrie, en se rangeant sous l'antique bannière
 » des Lis.

» Sa Majesté pénétrée des sentimens qui ont
 » dicté le testament de son auguste Frère, com-
 » mande l'entier oubli des fautes et des erreurs
 » passées; et qui oserait se venger quand le Roi
 » pardonne !

» Par ses bienfaits, toutes les plaies de l'état
 » seront cicatrisées; par sa sagesse, toutes les
 » améliorations qu'ont amenées le cours du temps
 » et les progrès des lumières, nous seront ga-
 » ranties.

» Et quels sentimens de gratitude ne devons-
 » nous pas à ces Hautes-Puissances qui nous ren-
 » dent un souverain désiré, qui l'amènent au mi-
 » lieu de nous, comme le garant de leurs inten-
 » tions bienveillantes et désintéressées !

» Déjà leurs proclamations nous avaient an-
 » noncé que ce n'était point pour nous assujettir
 » à une domination étrangère, qu'elles avaient
 » pénétré sur notre territoire; qu'une plus noble
 » ambition les conduisait; qu'elles ne voulaient
 » que mettre un terme aux maux de l'humanité,
 » assurer la tranquillité de la France et celle de
 » l'Europe sur les bases d'un gouvernement pai-
 » sible et paternel, éprouvé par des siècles de
 » gloire et de bonheur.

» C'est maintenant qu'il nous est permis de nous
 » arrêter à cette pensée consolante, que les pro-
 » messes magnanimes de tant de Souverains ne
 » peuvent être trompeuses. Ils ne verront plus en

» nous que les fidèles sujets de leur nouvel allié;
 » ils adouciront en sa faveur, ou plutôt ils feront
 » cesser les calamités d'une guerre désormais sans
 » objet.

» Habitans de cette cité autrefois si florissante,
 » aujourd'hui si malheureuse, espérez aussi, sur la
 » foi des dernières déclarations, que la garantie
 » de notre indépendance nationale, la restitution
 » de nos colonies, l'ouverture de nos ports et la
 » liberté de notre commerce, ranimeront dans ces
 » murs votre active et laborieuse industrie, et avec
 » elle votre ancienne prospérité.

» Eternelle reconnaissance aux augustes et gé-
 » néreux Souverains, dont une ligue sans exemple
 » dans l'histoire, n'aura eu pour but que de recons-
 » truire l'édifice social sur des proportions plus
 » sagement combinées, et d'offrir à l'admiration
 » de l'Univers le spectacle de la grande Famille
 » Européenne, unie pour des siècles par les liens
 » d'une paix inaltérable !

» O Lyonnais ! ne sentez-vous pas déjà vos
 » cœurs soulagés, en voyant luire l'aurore des
 » beaux jours qui vont renaître pour la France ?
 » Que la concorde la plus parfaite signale cette
 » grande et mémorable époque. Que toutes les
 » haines, que toutes les dissensions soient éteintes,
 » et qu'une sage tolérance produise l'oubli de toutes
 » les erreurs, Unissons tous nos vœux dans un seul
 » but, le bonheur de notre patrie; unissons tous
 » nos cœurs par un seul sentiment, l'amour de
 » notre Monarque; arborons avec transport cette
 » couleur qui a fait la gloire de nos aïeux, et pro-
 » clamons par un concert unanime LOUIS XVIII,
 » le père et le sauveur de la France.

» VIVE LE ROI.

» Fait en séance, le 8 avril 1814.

» *Signé*, d'Albon, maire; le baron de Vau-
 » xonne, Charrier-Sainneville, Cazenove, de
 » Laurencin, de Varax, adjoints; Guerre, secré-
 » taire, Arles, de Laroue, de Gatellier, de La-
 » chassagne, d'Ambérieux, Grailhe-de-Montaima,
 » Aynard, de Chaponay, Frèrejean, Masson-
 » Mongez, de Ruolz, Falsan aîné, Bodin aîné,
 » conseillers municipaux. »

Le 9 avril, au point du jour, le drapeau blanc
 flottait sur la tour la plus élevée de l'Hôtel-de-Ville.

A une heure le Corps Municipal est sorti de
 l'Hôtel-de-Ville en grand cortège, accompagné de
 M. de la Roue, colonel-commandant de la garde
 nationale, pour publier dans les trois places prin-

principales de la cité, la délibération et la proclamation de l'administration municipale.

Tout le cortège avait arboré la cocarde blanche, et le drapeau blanc flottait dans ses rangs.

Arrivé au milieu de la place des Terreaux, le Corps municipal est descendu de voiture, et se tournant vers la place qu'occupait autrefois dans la façade de l'Hôtel-de-Ville, la statue équestre du roi Henri IV, M. de Laurencin, l'un des adjoints, a fait lecture au peuple assemblé de la proclamation municipale.

Le cortège s'est ensuite porté, dans le même ordre, sur la place Saint-Jean.

Le Corps municipal s'est placé sur le parvis de la basilique de St-Jean : là au milieu d'un peuple immense, et en présence du Dieu protecteur des Rois et des Peuples, du Dieu de Saint-Louis, M. de Sainneville, l'un des adjoints, a fait une nouvelle lecture de la proclamation où le fils de Saint-Louis est rendu au trône de son père.

Le cortège s'est enfin rendu, et toujours dans le même ordre, sur la place de Bellecour.

Le Corps municipal est descendu sur l'emplacement occupé jadis par la statue équestre de Louis-le-Grand.

M. le Maire, en présence d'une foule innombrable de spectateurs de tout âge, de tout état, de tout sexe, a publié, par une nouvelle lecture, la proclamation municipale.

Chacune des trois proclamations a été couverte d'unanimes applaudissemens.

Mille et mille fois a été répété ce cri touchant et patriotique : vive Louis XVIII ! vivent les Alliés ! vivent nos Libérateurs !

A ces applaudissemens se sont mêlés les cris de vive le Maire, vivent les Magistrats.

Le cortège est retourné par les quais du Rhône à l'Hôtel-de-Ville. Dans tout le cours de sa marche, depuis son départ jusqu'à son retour, il a été accompagné des mêmes témoignages d'amour pour les Bourbons, de joie pour leur retour au trône, de reconnaissance pour les Alliés, auteurs magnanimes d'un si grand bienfait.

Une réunion de M. le gouverneur baron de Mylius, et des officiers de l'état-major de la place, avec le Corps municipal, avec plusieurs membres du conseil de ville et officiers de la Garde nationale, dans un dîner improvisé, à l'Hôtel commun, est devenue une nouvelle fête par les toast qui ont été portés à Louis XVIII et à toute la maison de Bourbon, aux Puissances alliées, aux Braves de

toutes les armées, à la Paix du monde, à nos Magistrats.

Le reste de ce beau jour a été donné aux transports et à l'ivresse de la joie publique.

Pendant trois jours de suite, une illumination générale et spontanée, un concours immense de Citoyens de tout âge, de tout état, de tout sexe, réunis dans les rues et les places, aux cris sans cesse répétés de VIVE LE ROI, VIVENT LES ALLIÉS ; le drapeau des Bourbons flottant au-devant d'une multitude de maisons ; des devises ingénieuses ornant une multitude de fenêtres ; les transports unanimes de toute la Cité, ceux de l'Armée alliée confondue comme un peuple de frères dans les rangs des habitans ; le temps enfin le plus favorable, tout s'est réuni pour donner un éclat sans exemple à une fête qui parmi nous sera à jamais la fête de la France, de l'Europe, de l'humanité (1).

Déclaration du Conseil général du Département du Rhône.

Le Conseil général du département, pénétré d'un sentiment profond d'admiration à la vue de ce phénomène sans exemple dans l'histoire, qui présente aujourd'hui à l'Europe le plus noble usage du droit de la victoire, mis en opposition avec cet abus funeste de la puissance des armes, qui depuis 20 ans a coûté à la France tant de sang et de larmes, et a fini par compromettre l'existence d'un peuple réputé grand et généreux entre tous les peuples de la terre ;

Certain que les Hautes-Puissances achèveront leur ouvrage, que leurs promesses ne seront pas vaines, et que leur parole est sacrée ;

Convaincu pareillement que l'exercice temporaire de la Puissance souveraine, arrachée à la maison de Bourbon par une série d'événemens violens jusqu'alors inconnus dans les annales de notre France, n'a pu détruire les droits imprescriptibles qui donnent à cette auguste maison le Sceptre et la Couronne ;

Ne mettant point en doute que les événemens qui nous ramènent à l'ordre naturel et légitime du gouvernement, nous ramèneront en même

(1) Le procès-verbal authentique de ce qui s'est passé le 8 et le 9 avril, et les détails de la journée du 10, se trouvent chez KINDELEM, imprimeur, rue de l'Archevêché, n.º 3.

temps, avec la paix et les biens qui l'accompagnent, l'oubli du passé, et le silence de toute espèce de ressentiment et de vengeance ;

Et voulant anticiper l'instant heureux où il sera permis au Conseil de manifester d'une manière authentique les sentimens des habitans du département du Rhône et des anciennes provinces du Lyonnais et du Beaujolais :

Le conseil général reconnaît à l'unanimité S. M. Louis XVIII pour légitime Roi de France et il hâte par ses vœux le moment où le Monarque viendra au milieu de son peuple reprendre l'exercice d'un pouvoir qui, dans les mains de ses ancêtres, fit pendant tant de siècles la gloire et la prospérité du royaume.

Arrête que la présente déclaration sera remise à M. le Préfet du département.

Faite en séance, à Lyon, le 9 avril 1814.

Signé à la minute, Regny père, E. de Noblet, B. - F. Delhorme, de la Croix - d'Azolette, de Perex, de St - Fond, Faugier, Chanel, Willemoz, Desprez ; Louis - Alexandre - Elizée de Monspey, président ; Lacroix-de-Laval, secrétaire.

Nous Préfet provisoire du département du Rhône, nous unissant de cœur aux sentimens exprimés par le conseil, ordonnons que la déclaration ci-dessus sera imprimée, envoyée et publiée dans toutes les communes du département ; invitons tous les citoyens à attendre avec confiance et tranquillité ce retour prochain à nos anciennes institutions, qui va terminer vingt-cinq ans de discordes et de malheurs ; enjoignons de nouveau à MM. les Maires, sous leur responsabilité, de veiller à la sureté publique et particulière, et de nous informer de tous les désordres et excès, pour en livrer les auteurs à la sévérité des lois.

Signé, DECOTTON.

ORDRE DU JOUR.

Le Colonel - commandant de la Garde royale urbaine de Lyon, à MM. les Officiers, sous-Officiers et Fusiliers de cette garde.

DEPUIS douze années, la France et l'Europe, à la voix d'un seul homme, étaient inondées de sang et de larmes. Une conscription funeste dévorait les générations, à mesure, pour ainsi dire,

qu'elles arrivaient à la vie. Les mers étaient interdites à vos vaisseaux, le commerce extérieur à vos spéculations ; les denrées coloniales, en se refusant par leur haut prix, aux besoins de la plupart des citoyens, épuisaient les ressources particulières. Des tributs arbitraires levés illégalement, et en foulant aux pieds ce que vos Constitutions avaient de plus sacré, ruinaient toutes les classes de citoyens ; des impôts vexatoires, variés sous mille formes inusitées, désespéraient la plus grande partie de la population, et démoralisaient l'autre. Il n'y avait enfin plus d'équilibre entre les Puissances, plus d'indépendance, plus de repos pour les peuples et les nations.

Les peuples et les Nations se sont armés contre l'auteur de tant de maux.

Il a succombé.

Son trône et son pouvoir sont écroulés.

Le seul et noble fruit que les puissances alliées veulent retirer de leurs victoires, est de vous rendre à votre liberté, à un pouvoir légitime, à vous-mêmes.

Elles n'ont voulu traiter de la paix, ni avec celui qui l'a tant de fois repoussée, ni avec aucun de sa famille.

Elles reconnaîtront et garantiront, vous ont-elles dit, la Constitution que la nation Française se donnera.

Vous n'avez qu'une réponse à faire à tant de magnanimité ; la France et l'Europe l'attendent d'une ville sur laquelle tous les regards sont attachés ; que les Bourbons remontent sur un trône qui a fait la gloire et le bonheur des Français pendant quatorze siècles ; que les Bourbons signalent leur retour au pouvoir suprême par une paix prompte, solide et glorieuse, digne à la fois de leurs généreux alliés, de leur propre sagesse, et d'un peuple valeureux qui n'avait pas mérité ses infortunes ; que les couleurs des Bourbons servent aujourd'hui de témoignage à l'allégresse publique et de ralliement à tous les Français.

VIVE LE ROI.

Il est encore un souvenir cher à mon cœur, que je ne puis m'empêcher de rappeler à votre mémoire :

Honneur et gloire, souvenir éternel aux braves Lyonnais que j'ai eu l'avantage de commander pendant le siège de notre cité en 1793, dont le cri constant sous le feu de l'ennemi, et jusque sous le fer des bourreaux, fut le cri sacré qui

pénètre si vivement tous les cœurs des bons Français,

VIVE LE ROI.

Le Colonel-Commandant
DE LAROUX
Lyon, le 11 avril 1814.

— La Cour de Lyon a déclaré, dans une séance solennelle, qu'elle adhère unanimement aux actes émanés du Sénat et du Gouvernement provisoire, et a manifesté le vœu le plus ardent pour voir enfin replacer sur le trône de St. Louis, d'Henri IV et de Louis XVI, les Princes augustes de cette race, qui pendant tant de siècles a fait le bonheur de la France, et dont la malheureuse interruption a causé tant de maux à la patrie.

— L'ordre des avocats présent à l'audience, a déclaré par l'organe de M. Petit son bâtonnier, qu'il adhère avec empressement aux mêmes actes, et à l'arrêt de la cour, et il lui en a été donné acte.

— Le corps des avoués près la Cour, présent à la même audience, a fait la même déclaration par l'organe de M. Arthaud son président; et il lui en a aussi été dressé.

— Le Tribunal civil, et le Tribunal de commerce, et les avoués de première instance, ont aussi déclaré leur adhésion.

— L'académie royale des sciences, belles-lettres et arts de Lyon, a remis à M. le Préfet provisoire, par une députation, une délibération prise le 12 avril, ensuite de convocation extraordinaire, contenant l'expression des sentimens de joie et d'allégresse dont cette compagnie est pénétrée, pour les heureux événemens qui ont servi à relever le trône des Bourbons, qui ont rendu aux Français leur roi légitime, aux sciences et aux lettres un auguste protecteur. La députation a demandé que cet acte fût mis sous les yeux du Gouvernement provisoire.

— La société royale d'Agriculture, Histoire naturelle et Arts utiles de Lyon, a manifesté les mêmes sentimens et le même vœu, par une délibération qu'une députation a aussi remise à M. le Préfet provisoire.

Il sera chanté aujourd'hui un *Te Deum* solennel, en l'Eglise primatiale, en actions de grâces des heureux événemens qui rendent au trône le Souverain légitime, et aux Français un père.

Paris, 11 avril.

Depuis Châlons jusqu'à Livry S. A. R. a reçu par-tout les bénédictions des peuples. A son arrivée à Châlons, la ville a été illuminée spontanément: sur toute la route les paysans, les maires se pressaient autour de S. A. Royale. A Livry, un grand nombre de gardes nationaux venus des lieux voisins et de Paris se sont rassemblés sur l'esplanade du château. S. A. R. est descendue pour les passer en revue, et leur a parlé avec un profond attendrissement. Ils ont quitté leurs rangs et se sont réunis autour de sa personne, en lui donnant les plus vifs témoignages de vénération et d'amour.

— C'est le Mercredi-Saint que Monsieur a reçu à Nancy la première nouvelle des grands événemens de Paris. S. A. R. était à ténèbres en ce moment. M. de Bombell, envoyé par l'Empereur d'Autriche, arriva à Nancy pour complimenter S. A. au nom de S. M. I., et lui présenter une cocarde blanche.

MM. les commissaires chargés des pouvoirs de Mgr. le comte d'Artois, sont allés voir avant-hier M. Desèze, de la part de ce prince, pour l'inviter à faire passer à l'ordre des avocats les témoignages de son estime particulière pour cet ordre, et l'assurer qu'il n'interrogeait pas l'opinion de ses membres, parce qu'il connaissait leur fidélité à leur légitime souverain, et en était sûr.

— Les personnes commissionnées par l'ancien gouvernement, et qui ont quitté leur poste depuis les derniers événemens, ne pourront reprendre leurs fonctions qu'après une nomination nouvelle.

— MM. Mathieu et Adrien de Montmorency, Charles de Luxembourg et Alexis de Noailles, ont eu l'honneur de dîner hier avec S. M. l'Empereur de Russie. M. Bellart, membre du conseil municipal, rédacteur de l'adresse de ce conseil, a été admis aujourd'hui au même honneur.

— C'est à Fontainebleau que Bonaparte a vu tout-à-coup tomber de ses mains le sceptre qu'il avait usurpé; c'est là que ses destinées se sont accomplies, et que ce superbe dominateur des nations en est devenu le sujet et le captif; il se trouve renfermé dans le palais même où naguère il détenait l'auguste, le vénérable chef de l'église; une main invisible a frappé cet ennemi de la religion au lieu même où de ses mains impies, il avait frappé le père des fidèles, le représentant de Dieu sur la terre.

De l'Imprimerie de J. B. KINDELEM, rue de l'Archevêché.

(Nr. 2) 1814 Sunday 17 April

Lyon Journal, or Administrative,
Political, Literary, Commercial, and
Judicial Journal of the Department Rhône, published under the Auspices
of the Higher Authorities.

Subscriptions can be made at Lions, Bookseller, rue Saint Dominique, nr. 5. Subscription price, for six months, 15 fr.; for three months, 8 fr.: the price of each issue, distributed at the office, is 20 centimes.

Notice

The publication of this journal had at first been scheduled for the first days of the month of April. If no obstacle had delayed it, it would have had the advantage of compiling, as they unfolded, these marvelous events that, for several days, accumulate around us and will render the time in which we live the most memorable epoch of history.

Unexpected causes changed matters, and this delay, without weakening the interest aroused by such great events, without even dispensing us from attaching their description to those of developments to come, no longer permits us to just cast a quick glance at them, but – and this is completely indispensable – to make of our journal a kind of historical and complete monument of the great revolution of which we are witnesses.

In order to arrive at the most recent news as promptly as possible, and to compensate our Subscribers for the involuntary delay we have subjected them to, we will accelerate and multiply the distributions for several days, without increasing the price: we shall be happy if this small sacrifice will convince our subscribers of our desire to satisfy them!

The Constitution, continued.

20. Active soldiers, officers and pensioned soldiers, widows and pensioned officers, maintain their ranks, honors and pensions.

21. The person of the King is inviolable and sacred. All the acts of government are signed by a minister. The ministers are responsible for everything these acts might contain prejudicial to the laws, to public and individual liberty, and to the rights of the citizens.

22. Freedom of religion and of conscience are guaranteed. The ministers of religions are equally paid and protected.

23. Freedom of the press is complete, with the exception of the legal repression of

crimes that could result from the abuse of this freedom. The senatorial committees on freedom of the press and individual freedom are maintained.

24. The public debt is guaranteed.

The sale of the national domains is maintained irrevocably.

25. No Frenchman may be pursued for opinions expressed or votes cast.

26. Every person has the right to address individual petitions to any constituted authority.

27. All Frenchmen are equally admissible to all civil or military employments.

28. All currently existing laws will remain in force until they have been legally abolished. The code of civil law shall be entitled: *Civil code of the French*.

29. The present constitution will be submitted for the approval of the French people in a form to be established. Louis-Stanislas-Xavier will be proclaimed *King of the French* as soon as he has sworn to and signed an act containing: *I accept the constitution; I swear to observe it and ensure it is observed*. This oath will be repeated during the ceremony in which the French shall pledge their loyalty to him.

Signatures follow.

Continuation of the summary of News from Paris.

It was on the 4th of this month that the marshals and other generals of the army were informed, through the public papers, of the acts of the senate and the provisional government. They conferred over these developments while Bonaparte came to review the troops he still feigned to regard as his own. Marshal Ney dared to utter the word “abdication” out loud. *Only abdication can save you from this.*

Bonaparte acted as if he had not understood and the review passed very quietly. But it had hardly finished, when marshal Ney, following a resolution passed jointly, followed Napoleon up to the château all the way into his office, and asked him if he was aware of the great revolution that had taken place in Paris. Then marshal Ney gave him the newspapers. He read them and, turning to the marshal, said to him: very well, what do you think?

– Sire, you must abdicate, it is the wish of France. – Is it the opinion of the generals? – Yes, Sire. – Is it the opinion of the army? – Yes, Sire.

At just that moment marshal Lefebvre arrived and said, in a very animated tone, to the former emperor: “You are lost! You did not want to listen to your servants, the senate has declared the forfeiture of your throne.” At these words, Bonaparte became agitated and broke out in a torrent of tears. After a time, he drafted an act of abdication in favor of his son, as if he could still bequeath what he no longer possessed.

On the 5th, around eleven in the morning, several generals went to ask the duke of Bassano, who was almost alone at the emperor’s side, to convince him not to appear at the parade: he absolutely wanted to come. His face was pale and completely out of composure. He only stayed some eight or ten minutes. At eleven-thirty he decided on a plan, had it

drafted and countersigned by the duke of Bassano. This plan consisted in leaving with twenty thousand men to join prince Eugène in Italy.

He had the duke of Reggio come and asked if the troops would follow him. – No, Sire; you have abdicated. – But I have abdicated under certain conditions. – The soldiers, continued the duke, don't know these nuances; they believe you can no longer command them. Then all is said on that count, said Bonaparte: let us await the news from Paris.

The marshals he had sent to Paris arrived between midnight and one. Marshal Ney entered first. Have you succeeded, said the emperor? – In part, Sire, but not for the regency. Revolutions never go backwards. This one has taken its course, it is too late; tomorrow the Senate will recognize the Bourbons. Where can I live with my family? – Wherever Your Majesty wishes; for example, the island of Elba, with an income of six millions. – Six millions! I must resign myself, and he became silent.

(Extract from the Journal des Débats, of 9 April.)

– It appears certain that the order was given, on 20 March, to explode the gunpowder magazine of Grenelle. This magazine contained two hundred thousands [of pounds] of powder in grains, 5 million infantry cartridges, 25,000 ball cartridges, 5000 explosive shells, and a large quantity of flares. The explosion would have annihilated the greater part of the capital. Artillery major Maillard had received this order, he did not execute it.

– Nothing is more interesting or touching than what took place on 5 April in the evening, at the audience that H.M. the Emperor of Russia gave the Senate.

After having received the homage of this body:

“A man who called himself my ally, said emperor Alexander, arrived in my states as an unjust aggressor; it is against him I waged war, not against France. I am the friend of the French people; that which you have just done indeed redoubles this sentiment; it is just, it is wise to give France strong and liberal institutions in accord with current enlightened thought. My allies and myself come only to protect the freedom of your decisions.”

The Emperor stopped a moment, and then H.M. continued, with the most touching emotion:

“As proof of this durable alliance I wish to enter into with your nation, I return to it all the French prisoners currently in Russia; the French government had already asked this, I accord it to the Senate after the resolutions it passed today.”

The Senate left, moved by feelings of the highest recognition and greatest admiration.

– The provisional government decreed that the Russian prisoners in France will immediately be released to H. Exc. the general-in-chief of the Russian armies, in recognition of the generosity of H.M. the emperor of Russia, who ordered the return of the French prisoners of war currently in his states.

(Extract of the journal des Débats)

– Sovereigns raised to the throne, rather than finding pleasure, as did Bonaparte in

Vienna, Berlin, or Moscow, at lodging in royal houses, choose private homes.

The emperor of Russia is lodging with the prince of Benevent;

The king of Prussia, with M. de Beauharnais;

The emperor of Austria, in a hotel contiguous to the Bourbon Elysée;

Prince Schwarzenberg, with general Sebastiani.

– We are assured that cardinal Maury has left his archbishopric in Paris to return to his diocese in Montefiascone, which for seven years has suffered from his absence.

– The provisional government has decreed that all funds be returned to the treasury that have been withdrawn from it and transferred to various points of the realm, following the orders of the sovereign, the forfeiture of whose throne was solemnly declared on 5 April, 1814.

– On 12 April, for the first time in 24 years, the capital enjoyed the presence of a prince of the royal house of France, of Monsieur, the count of Artois, brother of the king, lieutenant general of the realm. We shall provide the details of this memorable day.

– The provisional government has combined in the prefectures and under-prefectures the functions of the director-general, individual directors, general and special commissaries of the police.

Lyon, 17 April

A new horizon, finally, is opening up to our eyes, and is preparing France, overcome with military glory and with calamities, to forget the evils that have for twenty years torn her apart.

No town will have felt more than Lyon the benefit of this political resurrection, which was always the secret wish of all true Frenchmen, and for which our City in 1793 gave freely of its riches and of the purest of its blood.

Subject to the events like all Frenchmen, this town, it must be said, [illeg. obscured by stamp] found in several acts of the imperial government, particular subjects [illeg. obscured by stamp] but its old attachment to the blood of its masters had not changed, and durable feelings of affection for the legitimate Kings never ceased to accompany its memories.

The triumphal entry of the Allies in France; the words of peace and goodwill that preceded them; the reasonable hope that, to put an end to the enterprises of an ambition too well-known, they restored the more peaceful throne of the Bourbons; the impatient desire, finally, for repose from so many agitations and misfortunes, under the paternal authority of a legitimate sovereign, all this served to awaken the sentiments of a City that, during all times had been remarkable for the love of its Kings, and which it could no longer hide.

But just at the instant that the dawn of happiness and peace began to enlighten our horizon, paid agitators mingled amongst the ranks of the citizens; their aim was to brandish the torches of discord, to excite troubles, to sow suspicion: thus the public heard speak of a

true or false plan to arrest the magistrates of the City; it was even said that a general fire was to turn Lyon into a new Moscow, just like, later on, the explosion of the powder-magazine at Grenelle was to have reduced the capital to ashes.

Thanks to the tireless vigilance of the Mayor, and of the Adjunct chargé of police and of their worthy colleagues; thanks to the tireless zeal of the national guard and its respectable leaders; thanks finally to this good spirit, this love of order that still distinguishes our City, no attempt could even be tried, no discord for a single instant troubled the public tranquility, and our magistrates were proclaimed our saviors.

Finally, the sentiments of the good citizens exploded.

While the senate declared that Napoleon Bonaparte had forfeited his throne, and that it proposed, jointly with the provisional government, the return of the house of Bourbon to the crown of France, but while none of these great events were known to Lyons, cut off from outside communications, this town, without waiting for a signal other than its own attachment to the throne of the Bourbons, also declared and proclaimed the forfeiture of Bonaparte, the recognition of the legitimate sovereign, and enthusiastically hoisted the white banner, to which our fathers were always loyal, during reverses as well as victories.

The tale of what happened at Lyon under these circumstances is too honorable to our City, that we could not make it our duty to consign all of its details to our pages.

On 8 April the Mayor, Adjuncts and Municipal Council were convoked by the Mayor to deliberate on the present situation of France, and to express the noble and patriotic sentiments loudly manifested, under this circumstance, by the people of the second town of the realm, a town celebrated in history by its attachment to its legitimate sovereigns.

The Council, after a long and wise discussion, became convinced that the calamities weighing on France and Europe have their source in the unheard of levies of men that devoured the generations just as they succeeded each other; and which furnished Napoleon Bonaparte the constantly reborn means to wage an endless war; in these unconstitutional and arbitrary taxes, which ruin towns and the countryside, and which only served to increase, in his hands, the means of waging war; and, in one word, in a multitude of abuses born out of the daily violation of the constitutions.

It also became convinced that the unparalleled sacrifices of the Nation, self-imposed only with a view towards obtaining an honorable peace, and the testimony of interests heaped on such peace to support the dignity and rights of the state in the discussions that the pacification could require, were only employed by Napoleon Bonaparte to increase the ravages of war, to manifest excessive pretensions so that, finally, at Prague, Frankfurt, and Châtillon-sur-Seine, he opinionatedly refused the peace he had been offered, a peace that did not injure national honor.

The Council, above all, could not stop without pain before the picture of outrages committed against the freedom of all religions, by the acts of oppression under which, for so long, the Sovereign Pontiff of the catholic Church and several ministers of this religion, have

been groaning.

It recognized, finally

That all the bonds that had been able to form between Napoleon Bonaparte and his peoples, have been broken by himself;

That the happiness, repose and peace of the world cannot be conciliated while conserving Napoleon Bonaparte on the throne;

That the extraordinary circumstances that carried him there, and his passing occupation thereof, have not been able to alter the imprescriptible and sacred rights of the house of Bourbon to the crown of France,

And that the return of the legitimate heir of this august House to the throne of his ancestors, can alone re-establish the independence and union between the Sovereigns and the Peoples of Europe, reconcile France with the other nations, and meet the wishes of the French:

Because of these motives, and with the other considerations that the municipal Council has consigned to its deliberation,

It declared that it considers Napoleon Bonaparte and his family, natural or adoptive, as having forfeited every right or pretension to the throne of France;

And that Louis XVIII is recognized as the king of France.

It has, consequently, decreed that this declaration be proclaimed, from tomorrow on, with the customary solemnity; that the arms and colors of the Bourbons be hoisted in all the public places, and that this resolution then be communicated to H.R.H. the count of Artois, lieutenant-general of the realm.

This deliberation was accompanied with shouts, a thousand times repeated, of *long live the King! long live Louis XVIII.*

The proclamation decreed by the municipal Council is conceived as follows:

INHABITANTS OF LYON.

“You have constantly been the object of the paternal solicitude of your Magistrates. How satisfying it is for them today to be the spokesmen of their fellow Citizens under the important circumstances which are the focus of attention of Europe!”

“All Frenchmen can finally give free rein to their emotions, for so long compressed at the bottom of their hearts. The national outburst that manifested itself in the Capital, in many large Towns, and above all amongst yourselves, no longer permits us to suspend the public expression of wishes that we have not stopped making, with you, in silence.”

“Inhabitants of Lyon, you have always distinguished yourselves by your attachment to the legitimate sovereigns. With what enthusiasm will you not see the brother of the virtuous Monarch, whose misfortunes cost so many tears, remount the Throne of Saint Louis, Louis XII, and Henry IV!”

“The king has solemnly promised to maintain the great bodies of the state and all the

civil and judicial institutions; to maintain the sales of national properties; to ensure the complete liberty of religions; to deliver the religion of our fathers from the oppression under which it has suffered for too long; to abolish this conscription so odious to the French, so catastrophic to the world; to abolish these vexatious taxes so opposed to our habits, so open to abuse; to maintain in their positions all current occupants; to conserve, especially, the ranks and pay of the generals, officers and soldiers who, after having supported the honor of the French name with their exploits, will assure the happiness of the Fatherland by taking up ranks under the banner of the Lilies.”

“His Majesty, imbued with the sentiments that inspired the testament of his august Brother, orders the complete forgiveness of all past mistakes and errors; and who would dare seek vengeance when the King has pardoned?”

“With these good deeds, all the wounds of the state will be healed; through his wisdom, all the improvements, wrought over time and through the progress of enlightenment, will be guaranteed for us.”

“And what feelings of gratitude do we not owe those High Powers who return to us a sovereign we desire, who bring him into our midst as the guarantor of their benevolent and disinterested intentions!”

“Their proclamations have already informed us that, in penetrating our territory, they in no way intended to subject us to foreign domination; that a more noble ambition led them; that all they desired was to put an end to the evils of humanity, assure the tranquility of France and Europe on the basis of a peaceful and paternal government, tried and proven by centuries of glory and happiness.”

“Now we may stop a moment to consider this consoling thought, that the magnanimous promises of so many Sovereigns cannot be false. They will see no more in us than loyal subjects of their new ally; they will assuage in his favor, or rather put to an end the calamities of a war in future without object.”

“Inhabitants of this city once so flourishing, today so unhappy, hope also, based on faith in the recent declarations, that the guarantee of our national independence, the return of our colonies, the opening of our ports and the freedom of our commerce, will revive within these walls your active and hard-working industry, and with it your previous prosperity.”

“Eternal recognition to the august and generous Sovereigns, of which a league, without equal in history, will have as its only goal the reconstruction of the social edifice on more wisely combined proportions, and to hold up to the admiration of the Universe the spectacle of the largest European Family, united for centuries by the bonds of an immutable peace!”

“O citizens of Lyon! Do you not already feel your hearts comforted when you see the shining dawn of the beautiful days to come, for France! May the most perfect concord usher in this great and memorable era. May all the hate, all the dissensions be extinguished, and may a wise toleration produce the healing of all errors. Let us unite all our wishes in one single goal, the happiness of our fatherland; let us unite all our hearts in one single sentiment,

the love of our Monarch: let us hoist with enthusiasm this color that created the glory of our predecessors, and proclaim in unanimous concert LOUIS XVIII, father and savior of France.”

“LONG LIVE THE KING”

“Done in session on 8 April 1814.”

“*Signed*, d’Albon, mayor; baron Vauxonne, Charrier-Sainneville, Cazenove, de Laurencin, de Varax, adjuncts; Guerre, secretary, Arles, de Laroue, de Gatellier, de Lachassagne, d’Ambérieux, Grailhe-de-Montaima, Aynard, de Chaponay, Frèrejean, Masson-Mongez, de Ruolz, Falsan aîné, Bodin aîné, municipal councilors.”

On April 9, at the break of day, the white flag was flying on the highest tower of the Hôtel de Ville.

At one o’clock the Municipal Corps left the Hôtel de Ville in grand procession, accompanied by M. de la Roue, colonel-commandant of the national guard, to make public in the three principal squares of the city the deliberations and proclamations of the municipal administration.

The whole procession sported the white cockade and the white flag fluttered amongst its ranks.

Having arrived in the middle of the Place des Terreaux, the municipal Corps got out of their carriages and faced the spot once occupied, in the middle of the façade of the Hôtel de Ville, by the equestrian statue of king Henry IV, M. de Laurencin, one of the adjuncts, read to the assembled people the municipal proclamation.

The procession then proceeded, in the same order, to the place Saint-Jean.

The municipal Corps took its place in the square in front of the Saint-Jean basilica: there, in the midst of an immense crowd, and in the presence of God, protector of Kings and Peoples, the God of Saint-Louis, M. de Sainneville, one of the adjuncts, again read the proclamation in which the son of Saint-Louis is returned to the throne of his father.

The procession finally proceeded, still in the same order, to the Place de Bellecour.

The municipal Corps went to the spot once occupied by the equestrian statue of Louis the Great.

The Mayor, in the presence of an uncountable crowd of spectators of all ages and conditions, and of every gender, made public, with another reading, the municipal proclamation.

Each of these three proclamations was greeted with unanimous applause.

A thousand and one times the moving and patriotic cry was repeated of: long live Louis XVIII! long live the Allies! long live our Liberators!

Along with this applause, cries could also be heard of long live the Mayor, long live the Magistrates.

The procession returned, following the banks of the Rhône, to the Hôtel de Ville.

During the whole course of its march, from its departure to its return, it was accompanied by the same testimonials of love for the Bourbons, joy at their return to the throne, and recognition for the Allies, magnanimous authors of such a great good deed.

A meeting of the governor baron de Mylius, and the officers of the local general staff, with the municipal Corps, with several members of the city council and officers of the national guard, at a dinner improvised at the Hôtel commun became yet another feast through all the toasts made to Louis XVIII and the whole house of Bourbon, to the allied Powers, to the Brave Soldiers of all the armies, to the Peace of the world, and to our Magistrates.

The rest of this beautiful day was given over to the enthusiasm and rapture of the public joy.

For three days in succession a general and spontaneous illumination, an immense concourse of Citizens of every age, condition and gender, gathered in the streets and squares to continuously repeated cries of LONG LIVE THE KING, LONG LIVE THE ALLIES; the flag of the Bourbons flying in front of a multitude of houses; clever slogans decorating a multitude of windows; the unanimous enthusiasm of the whole City, those of the allied Army mixed like a people of brothers amongst the ranks of the inhabitants; the weather finally the best possible, everything came together to provide an unparalleled brilliance to a feast which for us will forever be the feast of France, of Europe, of humanity.²

Declaration of the general Council of the Department of the Rhône.

The general Council of the department, imbued with a profound sentiment of admiration at the sight of such a phenomenon, unprecedented in history, that today presents Europe with the most noble use of the right of victory, set in opposition to that catastrophic abuse of the power of arms, which for twenty years has cost France so much blood and so many tears, and ended by compromising the existence of a people reputed to be great and noble among all the peoples of the earth;

Certain that the High Powers will complete their work, that their promises will not be vain, and that their word is sacred;

Equally convinced that the temporary exercise of sovereign Power, torn from the house of Bourbon by a series of violent events hitherto unknown in the annals of our France, could not destroy the imprescriptible rights which give this august house the Scepter and the Crown;

¹ The authentic minutes of what transpired on the 8th and 9th of April, and the details of the day of the 10th, can be found with KINDELEM, printer, rue de Archevêché, nr. 3.

²

Not for once doubting that the events which bring us back to the natural and legitimate order of government, will at the same time return us, with the peace and the goods that accompany it, the forgetting of the past and the silencing of all sorts of resentment and vengeance;

And desiring to anticipate the happy moment when the Council will be permitted to voice in an authentic manner the sentiments of the inhabitants of the department Rhône and the previous provinces of the Lyonnais and the Beaujolais:

The general council unanimously recognizes H.M. Louis XVIII as the legitimate king of France and hastens, with its desire, the moment in which the Monarch will come into the midst of his people, take up again the exercise of a power that, in the hands of his ancestors, for so many centuries made for the glory and prosperity of the realm.

Decreed that the present declaration be delivered to the Prefect of the department.

Done in session, at Lyon, on 9 April 1814.

Signed immediately, Regny père, E. de Noblet, B.-F. Delhorme, de la Croix-d'Azolette, de Perex, de St-Fond, Faugier, Chanel, Willermoz, Desprez, Louis-Alexandre-Elizée de Monspey, president; Lacroix-de-Laval, secretary.

We, provisional Prefect of the department Rhône, joining our heart to the sentiments expressed by the council, command that the above declaration be printed, sent out and published in all the municipalities of the department; we call on all citizens to await with confidence and tranquillity the imminent return of our previous institutions, which will put to an end twenty-five years of discord and misfortune; we once again enjoin the Mayors, under their responsibility, to watch over the public and individual safety, and to inform us of all disorders and excesses, so as to deliver the perpetrators to the severity of the law.

Signed, DECOTTON

ORDER OF THE DAY

The Colonel-commandant of the royal urban Guard of Lyon, to the officers, noncommissioned officers and fusiliers of this guard.

For twelve years France and Europe, on the order of a single man, were inundated with blood and tears. A disastrous conscription devoured generations, so to speak, as they were born. The seas were prohibited for your vessels, external commerce to your speculations; colonial foodstuffs, unattainable due to their high price, for most citizens, drained individual

resources. Arbitrary tributes levied illegally, while stepping on the most sacred parts of your Constitutions, ruined all classes of citizens; vexatious taxes, varied under a thousand unusual forms, caused the despair of the greatest part of the population, and demoralized the rest. In the end there was no longer any balance among the Powers, no more independence, and no more repose for the peoples and nations.

The peoples and Nations took up arms against the author of so many evils.

He has succumbed.

His throne and power have crumbled.

The single and noble fruit that the allied powers want to retain from their victories is to return you to your freedom, to a legitimate power, to yourselves.

They did not want to treat for peace, neither with him who so many times had repulsed it, nor with any member of his family.

They will recognize and guarantee, they told you, the Constitution that the French nation will give itself.

Only one response is possible to such magnanimity; France and Europe expect it from a town upon which all eyes are fixed: that the Bourbons once again mount a throne that embodied the glory and happiness of the French for *fourteen centuries*; that the Bourbons usher in their return to supreme power with a prompt, solid and glorious peace, at the same time worthy of their generous allies, of their own wisdom, and of a valorous people who had not deserved its misfortunes; that the colors of the Bourbons will today serve as a testimony to the public gaiety and the rallying of all the French.

LONG LIVE THE KING.

There is one more memory, dear to my heart, that I cannot help but recall to yours:

Honor and glory, eternal memory of the brave citizens of Lyons that I had the privilege of commanding during the siege of our city in 1793, of which the constant cry under enemy fire, and all the way to the iron of the executioners, was the sacred cry that so deeply imbued the hearts of the good Frenchmen,

LONG LIVE THE KING.

Colonel-Commandant

De Laroue

Lyon, 11 April 1814

– The Court of Lyon has declared, in solemn session, that it unanimously supports the acts emanating from the Senate and the provisional Government, and has manifested the most ardent desire to finally see replaced on the throne of St. Louis, Henry IV and Louis

XVI, the august Princes of the race that for so many centuries made for the happiness of France, and the interruption of which brought so many evils to the fatherland.

– The order of barristers present at the audience has declared, through the voice of its president, M. Petit, that it enthusiastically supports the same acts and the decree of the court, having informed it of the same.

– The corps of attorneys at the Court, present at the same audience, made the same declaration through the voice of its president, M. Arthaud; the Court also having been informed of this.

– The civil Tribunal and the Tribunal of commerce, and the attorneys of the first instance, also declared their support.

– The royal academy of *sciences, literature and arts of Lyon*, delivered to the provisional Prefect, via a deputation, a deliberation made on 12 April, following an extraordinary convocation, containing the expression of sentiments of joy and high spirits with which this company is imbued, for the happy events which have served to restore the throne of the Bourbons, and which have returned to the French their legitimate king, an august protector of the letters and sciences. The deputation requested that this act be delivered to the provisional Government.

– The royal academy of *Agriculture, Natural History and useful Arts of Lyon*, manifested the same sentiments and the same wish, by means of a deliberation that a deputation also submitted to the provisional Prefect.

Tomorrow a solemn *Te Deum* will be sung at the archbishop's Church, as an act of gratitude for the happy events which return to the throne the legitimate Sovereign, and to the French a father.

Paris, 11 April.

From Châlons to Livry H.R.H. has everywhere received the benediction of the peoples. At his arrival in Châlons, the town was spontaneously illuminated: all along the route the peasants and mayors crowded around H. Royal H. At Livry, a large number of national guards come from the neighboring places and from Paris assembled on the esplanade of the castle. H.R.H. descended [from his carriage] to pass the review, and spoke to them with profound compassion. They broke ranks and surrounded his person, professing the deepest expressions of veneration and love.

– It was on Holy Wednesday that Monsieur received, at Nancy, the first news of the great events of Paris. H.R.H. was in the dark at that moment. M. De Bombell, sent by the Emperor of Austria, arrived at Nancy to compliment H.H. in the name of H.I.M. and to present him with a white cockade.

– The commissioners charged with the powers of Mgr. the count of Artois went to see M. Desèze, the day before yesterday, on behalf of that prince, to ask him to pass on to the

order of barristers the testimony of his particular esteem for that order, and to assure it that he would not interrogate the opinion of its members, because he knew of their loyalty to their legitimate monarch, and was certain of it.

– The persons commissioned by the previous government and who have left their post since the late events, will only be able to resume their functions following a new appointment.

– MM. Mathieu and Adrien de Montmorency, Charles de Luxembourg and Alexis de Noailles yesterday had the honor of dining with H.M. the Emperor of Russia. M. Bellart, member of the municipal council and author of the address of this council, was today given the same honor.

– It was at Fontainebleau that Bonaparte suddenly saw the scepter he had usurped fall from his hands; it was there that his fate was accomplished, and that that superb dominator of nations became their subject and captive; he is now locked up in the same palace where not long ago he detained the august and venerable head of the church; an invisible hand has struck this enemy of religion at the very place where, with his impious hands, he had struck the father of the believers, the representative of God on earth.

From the printshop of J.B. Kindelem, rue de l'Archevêché.